



OBJECTIFS

NAO 2010

Ouverture de négociations salariales, la direction répond au personnel par le mépris.

Face au désaccord avec la direction concernant les négociations salariales 2010, vos représentants du personnel vous ont invités à participer à des heures d'informations syndicales et à signer massivement une pétition nationale pour demander la réouverture des négociations avec la Direction.

Celle-ci, dans un courrier du 19 avril 2010, en la personne de M. Marchandise a indiqué qu'il refusait de ré-aborder ce point.

On peut constater que M. Marchandise répond avec mépris à vos délégués et aux 600 signataires de la pétition qui ont exprimé leur volonté de voir aboutir la plateforme revendicative intersyndicale. En effet, M. Marchandise considère s'être dédouané des obligations légales en ayant organisé 4 réunions NAO avec les délégations syndicales et donc être quitte à l'égard du personnel. Belle conception du dialogue social !

Hormis le cadre procédurier de cet argument développé dans sa réponse, M. Marchandise prétexte d'une situation économique difficile pour rejeter notre plateforme et soutient même que nous partageons son constat, concernant la situation économique, étant donné que les élus du CCE ont initié une procédure de droit d'alerte en juin 2009.

Quel culot, quand on sait que la direction a entravé cette mission pendant plus de 8 mois ! Il faut souligner que **cette procédure de droit d'alerte doit avant tout permettre de mesurer l'impact négatif de certaines orientations de l'entreprise sur l'emploi** et que la direction a été contrainte de l'accepter sous la menace d'une procédure judiciaire.

Par contre et malgré la crise financière, M. Marchandise omet d'évoquer les bons résultats de Canon Europe obtenus en 2009, à savoir 230 millions d'euros et l'acquisition par le groupe de la société OCE pour 730 millions d'euros.

En refusant l'ouverture de nouvelles négociations, la direction demande au personnel d'accepter sa politique de rigueur dans le seul but de maintenir le niveau de rémunération des actionnaires.

Hormis le fait de proposer cette année une augmentation minimale qui ne compense même pas le blocage des salaires subi en 2009, les primes et indemnités n'ont bénéficié d'aucune revalorisation, des emplois sont supprimés et nos conditions de travail sont mises à mal.

Concrètement on voit bien qu'elle tente à travers sa politique d'économies à tout va de remettre en cause tout simplement nos acquis, nos emplois et nos conditions de travail.

Face à cette situation, l'intersyndicale devra, en accord avec le personnel, prendre une décision sur les actions à mener prochainement pour faire aboutir la plateforme revendicative.

Restons mobilisés pour nos emplois, nos revendications et nos conditions de travail.